

Conditions d'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et introduction d'un timbre d'injection

Date de la contribution : 13/09/2019

Question 1 : Êtes-vous favorable aux modalités de construction du zonage de raccordement envisagées par la CRE et notamment au critère technico-économique retenu (critère I/V élargi) ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables avec la construction d'un zonage et de critères technico-économique

Question 2 : Êtes-vous favorable à la méthodologie d'implication des acteurs locaux proposée par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables à ce que les acteurs locaux, en particulier les chambres régionales et départementales d'agriculture, les représentants de la filière et les collectivités locales soient impliqués. Il est important que la méthodologie recense l'ensemble des dépenses (études, investissements).

Question 3 : Êtes-vous favorable au format de livrable proposée par la CRE pour le zonage de raccordement ? Estimez-vous que celui apporte la visibilité nécessaire à la filière ? Partagez-vous le code couleur retenu ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables à l'introduction d'un critère technico-économique élargi prenant en compte l'intégralité des investissements de renforcement et de raccordement quelle que soit la façon dont ils seront financés. Ce critère donnera de la visibilité à l'ensemble de la filière. Nous sommes d'accord avec une classification des zones en quatre catégories.

Question 4 : Êtes-vous favorable au calendrier de mise en place, aux modalités et à la fréquence d'actualisation du dispositif de zonage de raccordement ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables avec une fréquence annuelle d'actualisation du zonage de raccordement pendant la période de développement et à une fréquence biennale lorsque la filière biogaz sera mature.

Question 5 : Êtes-vous favorable aux modalités de validation des investissements de renforcement envisagées par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables aux modalités de validation des investissements de renforcement, à condition que le processus de gestion ne soit pas trop lourd à mettre en oeuvre. Cependant, ces nouvelles modalités ne doivent pas s'appliquer aux projets ayant déjà obtenu un accord de principe ou pour lesquels une étude détaillée a déjà été remise, afin de ne pas remettre en cause ces projets.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux modalités de déclenchement des investissements de renforcement proposées par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables, à la condition qu'il s'agisse d'investissements validés selon les critères qui seront officiellement définis et qu'une vérification du respect de ces critères soit effectuée avec les dernières évaluations des coûts d'investissements. Cependant, les modalités de déclenchement des investissements de renforcement ne doivent pas s'appliquer aux projets ayant déjà obtenu un accord de principe ou pour lesquels une étude détaillée a déjà été remise, afin de ne pas remettre en cause ces projets.

Question 7 : Êtes-vous favorable à la méthode de quote-part proposée par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Il est important de veiller à minimiser les risques portés par les tarifs de transport et de distribution.

Question 8 : Êtes-vous favorable aux seuils d'éligibilité proposés par la CRE et estimez-vous qu'il faille mettre en place d'autres critères ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorable aux seuils d'éligibilité proposés par la CRE. Toutefois, les longueurs des canalisations mutualisées devraient pouvoir être augmentées pour tenir compte des contraintes de voisinage (présence d'habitations).

Question 9 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'aligner le traitement des ouvrages mutualisés en transport sur le traitement des extensions mutualisée en distribution ?

Favorable

Question 10 : Êtes-vous favorable aux principes retenus par la CRE pour introduire un timbre d'injection pour les producteurs de biométhane ainsi qu'aux modalités de facturation envisagées ?

Défavorable

Commentaire :

Nous pensons que les critères technico-économiques retenus sont suffisants pour l'instant. L'introduction d'un timbre poste semble très prématuré dans la mesure où la filière biogaz est au tout début de son développement. L'introduction d'un timbre d'injection pourrait être un objectif pour le long terme lorsque la filière biogaz sera mature.

Question 11 : Les modalités de calcul et le niveau du timbre d'injection envisagé à ce stade vous semblent-ils pertinents ?

Non

Commentaire :

Comme expliqué à la question n°10, l'introduction d'un timbre d'injection ne nous semble pas opportune dans la phase de développement du biogaz. Définir, aujourd'hui, les modalités de calcul du niveau du timbre d'injection nous semble très prématuré à ce stade de développement de la filière.